

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

Directeur politique: Bertrand Renouvin

DU 20 OCTOBRE AU 2 NOVEMBRE 1977

7^e ANNÉE — N° 255 — 4,00 F

les révoltes sont loin



LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE — 17, RUE DES PETITS-CHAMPS - 75001 PARIS

repères

Il est beaucoup question de la jeunesse dans ce numéro. Un récent sondage analysé par Bertrand Renouvin nous apprend en effet que dans un monde sans espérance spirituelle et bloqué politiquement elle se résigne et cherche à s'intégrer au système. Cela donne à la limite des cadres bien propres cornaqués par les élitistes distingués de M. Alain de Benoist (Idées de Gérard Leclerc). Mais cela donne aussi et plus souvent 450 000 chômeurs de moins de vingt-cinq ans passifs et amers (article de Jean-Marie Brégaint). Que ceux-ci ne comptent pas trop sur le zégisme raffiné de M. Giscard pour leur donner du travail (débat sur la croissance avec Philippe d'Aymeries). Alors que faire ? Miser sur la fallacieuse espérance fournie par la gauche aussi vaine en 1936 (chronique Lire sur Léon Blum) que à l'heure de la chicaya P.C. — P.S. (La Presse au crible) ? Une gauche qui ne serait même pas capable de préserver notre indépendance ! (notre entretien avec le Général Gallois). Pratiquer plutôt l'insolence tranquille de ces parents et adolescents interviewés dans la « Charte des Enfants » (Chronique Lire) ? Mais cela ne suffit pas si le pouvoir suprême n'est pas libéré des partis et des lobbies comme en Espagne où le roi Juan Carlos continue à stupéfier ses partisans et ses adversaires (Chemin du monde par Arnaud Fabre). Cependant le pouvoir n'est pas une fin, il n'est qu'un moyen indispensable pour faire s'épanouir la multiplicité des vies intérieures que le Goulag soviétique ne peut totalement asphyxier (Lettres de Ghislain Sartoris) mais qui dépérit dans notre société marchande.

ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 742-21-93

— Abonnements :

3 mois : 30 F

6 mois : 50 F

1 an : 90 F

soutien : à partir de 150 F
C.C.P. Royaliste 18 104 06 N
Paris

— Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais

— Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal

— Directeur de la publication : Yvan AUMONT

— Imprimé en France - diffusion N.M.P.P.

la presse au crible

Comme de bien entendu la crise de la gauche monopolise l'attention des journalistes. Cela risque fort de durer jusqu'en mars 1978 et nous donne une presse fort ennuyeuse !

Jean Daniel dans le *Nouvel Observateur* se désole du comportement communiste qui lui semble anachronique.

...C'est tenir une certitude que de prêter aux communistes l'intention de réserver leurs coups les plus durs à leurs camarades socialistes et de les traiter en ennemis privilégiés.

...Il fut un temps où cette démarche se justifiait ou s'expliquait, en tout cas, par l'observation d'un rite et l'adhésion à une foi. A l'époque héroïque de la mobilisation marxiste-léniniste en faveur du parti minoritaire et d'avant-garde chargé par l'histoire de réaliser la société sans classes. Hors de ce parti, point de salut. Mais aujourd'hui, surtout après le XXII^e congrès, après l'adoption de la voie non violente, gradualiste et parlementaire vers le socialisme, après la proclamation du respect de l'alternance et l'abandon du principe de la dictature du prolétariat, qu'est devenue cette orthodoxie communiste au nom de laquelle on prétend encore excommunier n'importe qui — et en particulier, bien sûr, comme toujours, les frères les plus intimes, les alliés les plus proches, bref, ces socialistes, pelés et galeux, d'où viendrait tout le mal ? Au nom de quoi, désormais, pourrait-on accuser qui que ce soit de trahison puisque l'on a révoqué en doute ce à quoi on se devait d'être fidèle et, par suite, ce que l'on risquait de trahir ? Les communistes ont gardé les comportements de leurs anciennes croyances.

P.C. : UN OGRE...

Mais est-il si sûr que le comportement actuel du Parti se réduise à un archaïsme historique ?

N'y a-t-il pas plutôt dans sa volonté d'hégémonie sur la gauche une constante durable due à sa nature profonde que le verbiage eurocommuniste n'a pu modifier véritablement ? C'est en tout cas la thèse de Fernand Claudin ex-dirigeant du P.C. espagnol qui écrit dans le *Monde* du 5 octobre :

C'est la raison d'être de tout parti politique que de lutter pour agrandir son espace, étendre son influence, y compris aux dépens de ses alliés. Mais, dans le cas des partis communistes, cette logique peut prendre une dimension pathologique, car elle rencontre une justification métaphysique : être le parti de la classe ouvrière, le parti de la révolution, le parti de la nation, le parti de la vérité « scientifique » (marxiste-léniniste), etc.

Les mêmes postulats métaphysiques conduisent le Parti à reconnaître comme socialiste l'expérience soviétique même s'il la critique. Dès lors, le malentendu avec les partisans du socialisme à visage humain est inévitable comme le souligne Claudin.

Je ne pense pas que derrière le virage tactique du P.C.F., il y ait la « main de Moscou ». Dans ce domaine, le P.C.F. a vraiment évolué. Il est indépendant tant dans sa ligne politique que dans son organisation. Cela dit, le parti communiste français n'a toujours pas coupé le cordon ombilical idéologique qui le relie à Moscou, sur un point crucial : la reconnaissance du caractère socialiste du système soviétique, ce qui le met en contradiction avec les positions euro-communistes. Si le socialisme implique la démocratie, si l'un ne peut exister sans l'autre, comment considérer comme socialiste un système socio-politique où la démocratie n'existe pas, sous quelque forme, à quelque niveau que ce soit ?

...EN CALEÇON ?

Le pronostic final de Claudin sur les chances du communisme en Europe occidentale est pessimiste : la rigidité des P.C. ne paie pas électoralement.

Il est significatif que le même phénomène se produise en Espagne et au Portugal, et dans les deux cas, comme en France, à partir d'une situation d'extrême faiblesse du parti socialiste. Ici et là, il semble que ce soit un courant puissant et spontané qui ait porté vers le parti socialiste non seulement la plus grande partie des classes moyennes, mais aussi des secteurs grandissants du monde ouvrier traditionnel (l'Italie resterait l'exception qui confirme la règle. Mais il y a longtemps que

le P.C.I. a commencé à se transformer en quelque chose de semblable à un parti socialiste d'un nouveau genre).

LES TERREURS DE MARTINET

En attendant la stratégie du P.C. peut faire perdre le pouvoir aux socialistes qui languissent après depuis vingt ans. Gilles Martinet s'en inquiète dans le *Matin* du 10 octobre.

Au second tour, tout dépendra de l'attitude des communistes. En maintenant leurs candidats, ceux-ci ont sans doute la possibilité de faire perdre au Parti socialiste un grand nombre de sièges et d'assurer ainsi le succès de la droite. Mais une telle décision ne leur serait pas pardonnée par les millions de Françaises et de Français qui ont placé leurs espoirs dans une victoire de la gauche...

Dès lors, la stratégie de Georges Marchais devient tout simplement une stratégie suicidaire. Pour l'ensemble de la gauche, hélas mais d'abord et avant tout pour le parti communiste. L'erreur des dirigeants de ce parti est de croire que les socialistes ne rêvent que de sièges parlementaires et qu'ils sont prêts pour cela à n'importe quel abandon. Ces dirigeants sont à ce point prisonniers de leurs anciens schémas et de leurs anciens comportements (c'est la cause profonde de la stagnation de leur parti) qu'il ne voit pas que les autres ont changé et qu'ils ont désormais, à côté d'eux, un nouveau Parti socialiste capable d'agir en fonction d'un grand dessein historique et non pas seulement à partir de telle ou telle péripétie électorale.

Ces propos de Gilles Martinet ont malgré tout un certain relent de tartarinade : il est faux que le P.S. ait d'autre ciment solide que l'ambition de ses cadres et la personnalité de son premier secrétaire. Mais ce dernier sera « fini » s'il perd encore une fois les élections en 1978 et nombre de ses lieutenants pourraient bien alors — n'est-ce pas Rocard ? — écouter les sirènes centristes. Le monolithisme de l'appareil communiste au contraire s'il lui interdit de conquérir le pouvoir peut lui permettre de survivre durablement dans l'opposition.

Jacques BLANGY

la nation française

Isabelle, 19 ans aide - étalagiste

« Pourquoi me plaindre ? Avec mon C.A.P. d'aide-étalagiste, j'ai trouvé un emploi dans une grande surface. » Ce qu'oublie de dire Isabelle, c'est que sa qualification lui donne le droit... de manipuler les casiers à bouteilles.

Cela lui a causé un déplacement de vertèbres mais malgré l'offre du médecin elle a refusé de se faire « arrêter ». Jean-Luc, depuis son retour du service, fait, lui, des intérim. Son C.A.P. de comptable-mécanographe en poche, il va d'une entreprise à l'autre. Depuis plus d'un an à ce régime, il commence à en avoir assez. Même si ces déplacements lui permettent de diffuser un peu partout des autocollants NAF, car c'est un militant royaliste.

QUINZE ANS DE CHOMAGE

Peut-on dire que ceux-là ont de la chance ? Oui, au regard de leur 450 000 camarades de moins de 25 ans qui se trouvent sans emploi. La reprise du chômage a été plus brutale qu'on ne s'y attendait, 30 % d'augmentation en un an et, particulièrement sensible ces quatre derniers mois. Bien sûr, il faut tenir compte de la poussée estivale des fins de scolarité : le système « éducatif » livre un produit sans garantie mais à date fixe avec une remarquable constance. S'y ajoute un autre phénomène : la raréfaction de l'offre. Les entreprises, celles qui ne licencient pas, n'embauchent plus. Elles ne remplacent même plus les départs. Les jeunes sont évidemment les plus touchés. Il n'y a pas de place pour eux. Ceux qui ont du travail serrent les rangs. Il est de plus en plus difficile de se glisser parmi les privilégiés — qui par opposition redonnent tout son sens au mot de prolétaire — quand on se trouve privé d'emploi ou qu'on n'en a jamais eu. Quelques experts pensent que cette phase de rareté des emplois pourrait durer près de quinze ans !

C'est sur sa capacité d'offrir du travail que l'action gouvernementale sera jugée. Ainsi, tandis que la C.F.D.T. réclame la création de trois millions d'emplois, le gouvernement a lancé fin avril à grands frais et renforts de presse un pacte national pour l'emploi. Une partie de ces mesures est dirigée vers l'emploi des jeunes : exonération des charges sociales pour le premier emploi, recrutement de vingt mille auxiliaires dans le secteur public, développement de l'apprentissage, formation professionnelle des jeunes.

Il y a même un sous-ministre qui s'occupe beaucoup dans ce domaine. Stoleru, chargé du Travail manuel, a fait des efforts remarquables (sur les panneaux d'affichages dans les grandes villes) pour inciter les jeunes à devenir ébéniste ou boulanger. M. Combes, président de la Chambre des métiers, l'a volontiers aidé car il est vrai que les métiers manquent de bras. Mais comment lutter contre les réticences de la F.E.N., de la C.G.T. qui soutiennent — contre toute évidence — que la formation à l'école est la meilleure préparation au métier, et qui sont arrivées à convaincre parents et enfants ! Comment ne pas croire que cette « revalorisation du travail » est un piège mis en place par la caste au pouvoir quand les énarques du gouvernement continuent de montrer à l'opinion que la réussite sociale passe par les études et les diplômes !

Raymond Barre, comme tout le monde, connaît la mauvaise production d'un système éducatif totalisant. Il a annoncé des mesures qui permettront à tous les jeunes de moins de 25 ans d'acquiescer, malgré et après l'école, un complément de formation. Trois mois après l'annonce de ces mesures, Marie-Christine, échec au bac A en juin dernier, a vu sa demande d'inscription

CARRIERES

DEMANDES D'EMPLOIS

urgent i.h. déga-
obligat. militaires
licenc. en droit
accepterait emploi
manutentionnaire.

ETUDIANT 20 ANS
Anglais courant, nombreux
stages bancaires, expér. vente,
temps complet ou
partiel, 020-55-14.

SECRETARE-STENO
expér. sociale, immobilière,
aimant contacts et tél.
place stable. CHESSE, 5 bis,
Reaumur, 94 ST-MAUR. 87

DAME, 58 ans, secr
sténodactylo, libre de
chercher emploi stable
après 18 heures 267-

SECRETARE expér.,
habitant VINCENNES,
suite. 3.200 F. Tél.

SECRETARE-STENO
notiers comptabilité (p
31 ans, libre immé
3.200 F. mixte. Tél. 6

J.F., 24 ans, dynar
responsabilités. SEI
très bonne dacti
expér. G.O. Club
éch. situation
pathique. 73

J.F., 21 ans, B.T
lactylo, connais
saagnoi, début
poste stable 2
libre suite SIA
Vouillé-Paiat
-141.

JOYEE MAISON
e, logée, Banlieue
-anne. 579-85-67.

Une fme, secrétaire, 3 ans expér.
travail intéressant. Créteil
kan-97-76 burx.

pour devenir « aide-manipulatrice en biologie » reportée à 1978 ou 1979. Pensant alors suivre un stage accéléré de secrétaire-dactylo en formation professionnelle des adultes, elle apprend que la liste d'attente est de trois ans. Quant aux contrats emploi-formation, encore faut-il trouver des entreprises qui les acceptent. Un jeune garagiste qui emploie six personnes refuse le système : « Je ne veux pas prendre des jeunes qui se considèrent comme employés au rabais. Je n'ai pas le temps de m'occuper des formalités administratives. Je ne veux pas être obligé d'engager définitivement un stagiaire que j'aurais pris en vertu d'un pacte national de solidarité. » Et il conclut : « C'est une mesure électorale, la durée des stages est justement prévue pour aller jusqu'aux élections. »

Pourtant la réparation auto manque de main-d'œuvre. Avec le commerce, c'est l'un des secteurs qui répond le plus favorablement au pacte national pour l'emploi. Dénonçons au passage les entreprises qui réclament des qualifications presque dépassées. Telle cette société qui, dans le cadre du pacte, demande à l'Education nationale de former des dactylos sans emploi à la fonction de mécanographe. Dans quatre ans, l'évolution de l'informatique dans cette entreprise conduira à supprimer les postes de mécanographes.

En fait, les petits patrons, les P.M.E., qui sont les vrais créateurs d'emploi (les « gros coups », tels Renault en Lorraine, sont justement des « gros coups » donc des actions massives mais isolées) ne veulent et bien souvent ne peuvent investir ou embaucher. Les initiatives du C.N.P.F. (campagne des trois cent mille emplois) sont sévèrement jugées. M. Chotard peut présenter à sa grande satisfaction près de cent quatre vingt mille offres, ce qui est un bel effort, il ne s'agit que d'offres. Déjà la C.G.T. annonce qu'en fait il n'y a que soixante

dix mille postes à pourvoir réellement. Les Chambres de commerce, pour la première fois depuis leur existence, mobilisent leurs sept mille agents spécialisés dans la recherche d'emplois. Les conseils régionaux des Pays de Loire et de Poitou-Charentes offrent de cinquante mille à quatre-vingt mille francs pour toute nouvelle entreprise créant six emplois au moins. Mais à la base, le moral n'y est pas. Les promesses d'embauche faites aux préfectures ne sont pas tenues. Gauche ou pas gauche en mars prochain ? A quoi servent des mesures d'incitation à la création d'emploi, à la formation si les charges de travail n'augmentent pas ?

UN MALTHUSIANISME CAMOUFLE

C'est tout un système économique à repenser. La croissance sauvage a montré ses limites. Elle s'est cassée d'elle-même. On lui oppose aujourd'hui une « croissance douce » qui implique une remise en cause de la valeur « travail » mais qui, dans l'esprit de ses partisans, est sous-tendue par des idées délibérément malthusiennes : raréfaction des emplois, chute démographique, mesures protectionnistes, dont les récentes dispositions de renvoi des immigrés ne sont que les toutes premières étapes. Une telle politique conduit à se laisser aller au fil des événements, en se contentant d'aménager et de théoriser la crise.

Pendant ce temps, les jeunes qui sont — ne l'oublions pas — l'assurance d'un développement futur, sont exclus d'une société qui les a mal formés, à laquelle ils font peur. S'ils échappent à la marginalisation, à la fuite, au nihilisme, facilement récupérables, s'ils se prennent réellement en charge ils peuvent être les initiateurs d'autres lendemains pour lesquels nous aussi nous travaillons.

Jean-Marie BREGAINT

espagne

vers

la monarchie

populaire ?

Le juan-carlisme ou l'art pour un monarque, considéré un temps comme un expédient temporaire de se rendre indispensable à son pays.

Il se passe vraiment de drôles de choses au sein de la classe politique espagnole. Qui a dit récemment « si, au lieu d'un roi nous avions aujourd'hui un président, la poudre aurait déjà parlé » ? Suarez ? Le président de l'Union Monarchique espagnole ? Non, Santiago Carrillo, secrétaire général du Parti Communiste, le 3 octobre dernier ! Six jours plus tard les représentants de tous les partis politiques espagnols, du P.C.E. aux néo-franquistes de Fraga Iribarne ont entériné un programme de redressement économique assez étonnant.

Ce programme prévoit que les entreprises en difficulté pourront licencier jusqu'à 5% de leur personnel. En échange l'Etat s'engage à réaliser un effort considérable de réduction des inégalités des revenus. Au grand dam de quelques milliers de riches propriétaires castillans et andalous qui vont devoir payer des impôts pour la première fois depuis plusieurs décennies. Qu'est-ce qui explique un tel consensus autour du pouvoir qui doit faire pâlir de jalousie M. Barre et se tordre de rage M. Marchais ?

D'abord bien sûr, la peur de la culbute et de la fin brutale du « miracle économique espagnol ». L'Espagne dans les dernières années du franquisme était devenue la dixième puissance industrielle mondiale. Mais cette modernisation massive fondée essentiellement sur l'exploitation du potentiel touristique national n'en avait pas moins laissé subsister

de vastes zones d'archaïsme notamment dans le secteur agricole (qui emploie encore 25% de la population active.) Or une telle situation est toujours à l'origine de tensions inflationnistes. Qui plus est, depuis l'arrivée de Juan Carlos au pouvoir, rien n'avait été tenté de sérieux pour remédier à cette situation, le roi et son gouvernement choisissant sagement de ne pas se battre à la fois sur le front de la liquidation du franquisme et sur celui de la lutte contre l'inflation. Du coup les prix grimpent à la cadence de 30 % l'an.

UN FEDERALISME CONTROLE

Mais le consensus réalisé autour de la couronne a aussi et surtout des raisons politiques : les partis espagnols se rendent compte que seule la monarchie peut éviter un pourrissement grave du problème des régions. Les autonomismes basque et catalan violemment et sottement réprimés par le franquisme s'étaient considérablement radicalisés à la fin de la vie du Caudillo au point d'être séduits par l'indépendantisme. Or, leur développement ne pouvait manquer de susciter une réaction de l'armée. Celle-ci a renoncé à jouer un rôle politique et à peser sur la libéralisation du régime mais à la condition que l'unité espagnole ne soit pas remise en question. On a donc assisté à une démarche convergente du Roi et des partis pour éviter l'explosion. M. Suarez



Santiago Carrillo

a négocié avec le chef du gouvernement catalan en exil le rétablissement de la généralité de Catalogne en attendant d'en faire autant au Pays Basque. Les partis régionalistes et de gauche d'abord furieux d'être court-circuités par ces négociations directes entre le pouvoir et un vénérable chef historique qui représente davantage un symbole qu'une force ont finalement accepté de cautionner ce processus de régionalisation contrôlée afin d'éviter les dérapages sanglants dont les attentats de l'E.T.A. montrent qu'ils restent toujours possibles. Mais du même coup en engageant l'Espagne dans la voie d'un semi-fédéralisme ils rendent l'institution monarchique plus nécessaire que jamais au pays.

LA MONARCHIE EN ACTE

On objectera que le ralliement des partis à la monarchie est peut-être tactique et temporaire. Et il est certain que le P.S.O.E. de Felipe Gonzalez reste idéologiquement républicain, peut-être davantage même que le P.C.E. Pour lui la monarchie n'est qu'un expédient. Mais le P.S.O.E. n'est-il pas en train d'être victime de la faute de jugement qui coûta si cher aux monarchistes français de 1871-1873 ? Ils crurent fonder une république provisoire dont ils pourraient ultérieurement se débarrasser ; ils créèrent en réalité un état de fait pérennisé par le caractère conservateur de l'opinion et du suffrage universel. Chaque jour qui passe diminue

les chances de la République en Espagne. L'admiration de tous les Espagnols pour le courage et l'habileté du Roi accélère le processus. Peut-être l'appétit du pouvoir aidant, verrons-nous demain le P.S.O.E. se rallier à la monarchie et chercher à instaurer un régime social démocrate couronné en Espagne. Hypothèse plausible dans la mesure où le P.S.O.E. a un appareil plus solide que la disparate Union du centre Démocratique de M. Suarez. Il reste à savoir si cette social-démocratie pourra satisfaire durablement les aspirations de la jeune génération espagnole. Nous nous garderons de répondre à la question quelles que soient nos impulsions en la matière car nous n'avons pas à nous ingérer dans les affaires internes d'une nation, fût-elle amie et particulièrement proche de notre civilisation. En revanche et en considérant le point de vue de l'intérêt diplomatique de la France nous sommes en droit de nous inquiéter de l'influence prise par le S.P.D. allemand d'Helmut Schmidt sur l'équipe du P.S.O.E. Elle pourrait se traduire dans le cas où l'Espagne intégrerait la C.E.E. par la formation d'un axe Bonn-Madrid qui isolerait un peu plus la France au sein du Marché Commun. A la France de constituer par la force d'attraction d'une diplomatie originale un contrepoids au mirage libre-échangiste et européiste. Vœux pieux, hélas, pour l'instant.

Arnaud FABRE

les idées

les forcenés de la "mensa"

L'aventure commence dans les années soixante. Une équipe de jeunes fachos, avec ses nostalgies, ses rêves, mais aussi quelques intellects et la boulimie d'un certain Fabrice Laroche. On publie « Europe-Action » où l'on se défoule : l'apartheid sud-africain est le sommet de la civilisation, le mariage interracial une honte. L'avenir de la planète se ramène à une question simple : l'homme blanc résistera-t-il à la marée montante des peuples de couleur ? On prévoit un axe Moscou-Washington contre le péril jaune. On estime que l'erreur d'Hitler a été de faire du racisme non-scientifique. Le tout baignant dans un romantisme un peu délirant où les vieux mythes germaniques côtoient les beautés blondes et le crépuscule des dieux.

Il faut bien que jeunesse se passe. Mais après ? La vie étudiante terminée, chacun fera-t-il son chemin dans la vie, tournant le dos au passé pour aborder les choses sérieuses ? Dommage. Et si l'on faisait les choses sérieusement ? Si de nos idées de jeunesse on faisait une pensée cohérente, « scientifique », directement en prise sur la société industrielle ? Après tout cette société si forte recèle une faiblesse majeure à laquelle nous pouvons porter remède. L'establishment est mal dans sa peau, rongé par les fièvres de la contestation et la lèpre de la mauvaise conscience. Nous sommes en mesure de lui donner l'idéologie autojustificatrice qui lui manque cruellement. A l'égalitarisme universaliste de l'intelligentsia nous opposerons notre élitisme scientifique.

LA BANDE A PAUWELS

Il n'y avait qu'à se mettre sur le champ au travail. Ce qui fut fait. On créa une revue d'allure universitaire, *Nouvelle École*, un club de réflexion : le G.R.E.C.E., un ensemble de courroies de transmission dans le monde de la pensée, celui des affaires. Le milieu régionaliste ne fut pas oublié. Celui de la presse non plus, où nous voyons aujourd'hui tout un groupe de publications spécialisés prospérer sous la houlette d'un de leurs « leaders ». *Valeurs actuelles* et *Spectacle du monde* accueillaient une équipe de journalistes qui constituaient autant de permanents pour le G.R.E.C.E. Le cercle des relations allait considérablement s'élargir, les satisfecit de personnalités libérales contribuaient à refaire une virginité à cette équipe que l'on retrouve depuis un mois dans le *Figaro* nouvelle manière (ô mânes de Brisson et de Mauriac !).

Entretiens Fabrice Laroche était redevenu Alain de Benoist, chef de file incontesté de la bande. Le publiciste juvénile s'était mué en jeune penseur au savoir encyclopédique. A lire l'ensemble des louanges complaisamment étalées dans la publicité de son dernier livre, on reste abasourdi. Tous ces gens qui se sont laissés prendre ! « Un nouveau philosophe venu

d'ailleurs ». Comme si de Benoist avait quoi que ce soit à voir avec Bernard Henry Lévy, André Glucksmann ou son presque homonyme Jean-Marie Benoist... Faut-il rappeler que son « tonton » à lui s'appelle Pauwels, son pépé Louis Rougier, ses parrains Raymond Bourguin et Robert Hersant ? Son ailleurs est décidément très, très loin. Quant à ses idées...

UN ÉLITISME DÉLIRANT

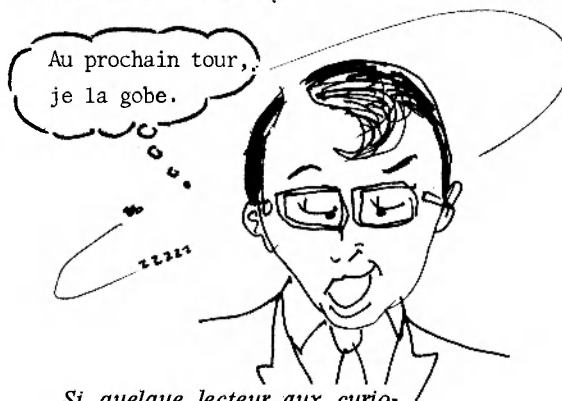
Vu de droite, « anthologie critique des idées contemporaines », rassemble les articles d'Alain de Benoist publiés principalement dans *Valeurs Actuelles*. Il s'agit de compte-rendus d'ouvrages soigneusement choisis et dont la somme constitue réellement une doctrine. Ecrites sur un ton neutre, elles veulent donner le sentiment qu'elles fuient comme la peste, l'idéologie, l'enflure, pour ne retenir que les faits observables. Taine, cité par le même de Benoist récemment, n'affirmait-il pas : « quelques personnes commencent à redouter le sentiment, à discuter l'enthousiasme, à rechercher les faits, à aimer les preuves. S'il s'en rencontre beaucoup, une nouvelle philosophie se formera ». Beau projet, méthode incontestable... Voire. L'érudition chez les intellectuels peut être le moyen détourné de servir une passion, ou un vice. Pour s'en rendre compte il suffit de considérer à quoi s'attache avec acharnement la libido encyclopédiste. L'enquête chez de Benoist ne déçoit pas. Ses secrets ne sont même pas camouflés.

Trois thèmes sont constants dans les soucis de notre auteur : le nietzschéisme (où l'aversion pour le christianisme, religion du ressentiment, est une majeure), l'eugénisme et la raciologie. Sur le premier point, il y aurait trop à dire, encore que probablement l'essentiel s'y tienne contenu. Les deux autres thèmes appartiennent à la science. Qu'est ce qu'on peut contre « la science ». S'incliner ou bien s'abandonner au délire.

S'incliner devant quoi ? Devant ces faits massifs :

– Notre plus vieil ancêtre fut un tueur. Ses mœurs de tueur sont ce qu'il y a de plus sûr dans notre héritage. L'homme ne descend pas d'un ange déchu mais d'un anthropoïde évolué. Il est une bête de proie (Ardrey) page 164.

– Toute société est ainsi : elle a ses leaders nés. Ce sont les alphas. Ils jouent tout à la fois le rôle de chefs, de sentinelles et de gardiens. Page 164.



Si quelque lecteur aux curiosités malsaines désirait lire le livre de M. de Benoist Vu de droite, le service librairie le lui fera parvenir (sous pli discret...) contre la somme de 149 F.

– Une étude britannique a mis en évidence six classes sociales, depuis les « cadres supérieurs » jusqu'aux « manœuvres » dont les Q.I. moyens étaient respectivement de 140, 130, 115, 108, 98 et 85. Page 176.

– Les différences de performance entre Noirs et Blancs en matière de Q.I. résultent d'une différence de constitution génétique. Page 178. L'intelligence est déterminée par l'hérédité ; Page 179.

– Il n'y a que des races différentes, qui sont toutes supérieures les unes aux autres par rapport aux valeurs et aux rythmes qui leur sont propres. Page 179.

Faut-il tirer les conclusions qu'imposent ces « observations » ? Mettre en forme le système politique qu'appelle cette constitution naturelle de l'homme ? On nous accuserait de forcer la pensée d'Alain de Benoist. La biopolitique n'est pourtant pas neutre. Elle s'inspire d'une anthropologie scientifique qui détermine une élite et une lie biologiques. Les gens de *Nouvelle École* font de toute évidence partie de l'élite. M. de Benoist lui-même appartient à la *Mensa*, association qui regroupe, après qu'elles ont satisfait à différents tests, les personnes dont le quotient dépasse 148. Elle compte 20 000 adhérents dans une quinzaine de pays. On peut escompter que ces 20 000 seront renforcés ou relayés par les écoles de surdoués qui rassembleront nos futurs dirigeants. Soyons sûrs d'une chose : le meilleur des mondes sera gouverné par des gens très intelligents. Si ça vous rassure...

Faire de la philosophie à partir de données scientifiques, qui pourrait trouver à redire ? Encore faudrait-il s'entendre sur ce qu'est philosopher. M. de Benoist qui fait profession de rigueur, ne paraît pas très déterminé à définir certains concepts dont il fait un usage immodéré tel celui de différence. Il est pourtant au centre de sa pensée. Quant à une façon différentialiste d'appréhender le monde on oppose une façon universaliste, lorsqu'ensuite on accole au premier terme une vision anti-égalitaire, au second une vision égalitaire, en superposant à ces deux couples l'antagonisme organique-mécanique, le comble de l'ambiguïté se conjugue avec la fausse clarté. Il n'y a d'opposition entre différence et universalité que pour qui l'établit de force. Il s'agit de savoir si la différence de race contredit l'unité du concept d'homme. Le débat égalité/non égalité renvoie sur un terrain étranger à une réflexion philosophique sérieuse. Quant au troisième couple, il n'a strictement rien à voir ici.

M. de Benoist répondra qu'il est nominaliste. Qu'il renonce alors à philosopher ! Ce qui est évidemment impossible... Reste cette politique scientifique, irrécusable. Sa contestation appellerait le retour du spectre de Galilée. Mais il pourrait bien s'agir là d'une forme caractérisée de ce terrorisme intellectuel souvent dénoncé par de Benoist. D'observations scientifiques partielles à une doctrine de l'homme, de celle-ci à une pratique politique il y a des gouffres. Et puis cette exigence rationnelle chère vu de droite, on a la surprise de la voir s'évanouir complètement à certains endroits. A lire le chapitre sur les corps d'élite, on voit comment l'esthétisme le plus débridé peut s'épanouir au-delà de toute raison.

Gérard LECLERC

le renoncement

entretien avec le général gallois

A l'heure où la gauche et le pouvoir d'un commun accord se rallient à la stratégie gaullienne de dissuasion pour mieux la vider de sa substance, nous avons demandé son avis au général Gallois qui vient de publier un diagnostic sévère du Renoncement mis en œuvre par le gouvernement centriste et atlantiste. Nos lecteurs pourront constater qu'il n'a perdu ni de son mordant ni de sa précision.

Royaliste : Mon général, que pensez-vous des prises de position respectives du P.C. et du P.S. sur la force de dissuasion à l'occasion de la « réactualisation » du Programme commun ? N'aboutiraient-elles pas à ruiner la notion même de dissuasion en cas de succès de la gauche ?

Général Gallois : Il faut d'abord préciser que les partis de gauche, en la matière, reviennent de très loin. N'oublions pas l'opposition systématique qu'ils ont faite à la mise sur pied de l'armement nucléaire en France. Le Parti socialiste allait chercher à l'Ouest — plus précisément aux Etats-Unis — ses renseignements pour affirmer que pour la France cet armement était illusoire. Et, à tour de rôle, les leaders socialistes s'engageaient, « une fois au pouvoir, à supprimer cette force nucléaire ». Je me rappelle les déclarations très explicites de M. Mitterrand et de M. Defferre sur ce sujet.

Le Parti communiste avait adopté une attitude semblable dont on pouvait penser qu'elle avait été inspirée par des voix venant, cette fois, de l'Est : il déclarait que cet armement était coûteux, inutile, dérisoire et qu'il fallait l'abandonner.

Il y a eu, par la suite, une mutation. M. Mitterrand a fini par déclarer — vers 1973 — que la force de dissuasion existait et que l'on ne pouvait « la noyer comme un petit chien », qu'il fallait donc s'en accommoder.

Quant au Parti communiste, il a effectué un virage plus net, matérialisé par des déclarations inattendues et qui constituent une sorte de ralliement à la force de dissuasion. Mais assorties, bien sûr, de diverses considérations que nous verrons par la suite. Lorsqu'en 1972, le Programme commun avait été établi, il avait été entendu que, faute de pouvoir jeter à la ferraille cet armement, on le garderait en l'état. Il y a eu d'ailleurs, et récemment encore, des discussions pour savoir s'il resterait « en état » ou « en l'état ». Autrement dit, entretiendrait-on cette force de dissuasion ou la laisserait-on, au contraire, devenir périmée tout doucement et disparaître ? Il s'agissait-là de la force stratégique.

Quant à la force tactique, il était plus ou moins admis qu'on la conserverait telle quelle quitte à la laisser, plus ou moins, mourir avec le temps. Et M. Mitterrand avait même avancé une « solution » absurde qui consistait à supprimer la force stratégique et à conserver la force tactique. C'eût été à peu près aussi intelligent que si, en 1914, on avait décidé de garder des mitrailleuses et de renoncer aux canons : avec la portée de ses canons, l'ennemi aurait pu détruire nos mitrailleuses tandis que celles-ci, tirant beaucoup moins loin, n'auraient pu atteindre leurs canons. Cela prouve, au passage, un certain manque de réflexion de la part de gens qui prétendent gouverner la France



et qui, malgré leur importance, ignorent les sujets dont ils traitent.

Plus récemment, le Parti socialiste a proposé de soumettre au référendum le maintien de la force de dissuasion. Ce qui reviendrait à demander aux Français s'ils entendent être défendus ou pas.

Quant au Parti communiste, il a accepté l'idée de la force de dissuasion mais il en subordonne, plus ou moins, l'emploi à la décision d'un collège ce qui aboutit à la paralyser.

Bref, ces partis politiques se sont efforcés de revenir sur leurs prises de position passées mais en utilisant des considérants qui amoindrissaient ou qui réduisaient à néant l'effort de ces dernières années. Leur démarche est à la fois puérile et dangereuse. Avec la désunion de la gauche, je ne sais pas si la défense nationale et les problèmes de dissuasion interviennent beaucoup. Il est probable que les voix étrangères, celles de l'Ouest d'un côté, celles de l'Est de l'autre, ne doivent pas être totalement étrangères aux positions sous-jacentes au désaccord.

Royaliste : Autrement dit, un gouvernement de gauche arrivant au pouvoir ne serait pas fiable en matière de dissuasion ?

Général Gallois : Je ne le crois pas. Il serait beaucoup trop partagé de par ses idées. François Mitterrand a déclaré, à plusieurs reprises, qu'il ne croyait pas la France capable de se défendre seule.

Le Parti communiste au contraire — et en cela il a été bien inspiré — a été sensible à l'argument de la majorité selon lequel il est absurde de réclamer l'indépendance nationale tout en refusant à la France les moyens militaires de cette indépendance. Cela l'amène à réclamer pour la France une défense nationale indépendante. Je ne vois donc

pas comment on pourrait concilier la notion socialiste de défense fondée sur un effort collectif et sur la dépendance à l'égard de l'étranger avec la position communiste. Devant ces réalités, l'éclatement de la gauche, s'il ne s'était pas produit maintenant et pour les raisons que nous connaissons, serait de toute manière arrivé dans les mois suivant son accès au pouvoir. En tout cas, les tensions auraient été très fortes.

Royaliste : Le Parti communiste en se ralliant à la force de dissuasion a donné des motifs passablement absurdes : maintenons provisoirement la force de dissuasion uniquement parce que l'armée de conscription trop délaissée par le pouvoir n'est pas en état actuellement d'assurer la défense du territoire...

Général Gallois : Oui, l'argument était très spécieux. Il consistait à dire que la Ve République avait laissé se stériliser les moyens de défenses classiques et qu'en conséquence, il fallait garder l'arme nucléaire en attendant que ces moyens classiques aient été re-développés. Or dans le monde d'aujourd'hui, l'addition des poitrines que suppose un conflit classique est exclu pour un pays comme la France : elle n'a ni la démographie, ni l'industrie lourde, ni la position sur la carte, ni l'étendue géographique qui lui permettraient de spéculer sur des notions militaires qui datent au moins de cinquante ans. En fait, cet argument, dans la bouche des leaders communistes, était une excuse pour justifier leur volte-face. Ils sont trop bien renseignés pour y croire.

Royaliste : La force de dissuasion est menacée par la gauche. Mais il semble bien également que l'actuelle majorité remette subrepticement en cause l'acquis gaullien en la matière.

Général Gallois : D'une certaine manière les gouvernements actuels, depuis quelques années, se sont orientés vers des conceptions qui me paraissent tournées vers le passé plus que vers le présent et vers l'avenir. Et si on lit certaines déclarations du Président de la République ou des différents Premiers ministres et d'autres responsables, on est assez surpris de constater qu'il y ait fait parfois référence à des situations qui ont existé, il y a quarante ou cinquante ans, ou qui existent dans les pays étrangers placés dans une situation totalement différente de la nôtre. Autrement dit, la perception

des conséquences de l'avènement d'un type d'armements nouveaux — avènement qui remonte pourtant à plus d'un quart de siècle — ne semble pas toujours être faite dans toute son ampleur. On retourne vers des époques révolues en invoquant, pour justifier ce retour, des situations qui n'ont rien à voir avec la réalité française.

C'est ainsi que l'on a avancé l'idée — et à plusieurs reprises — selon laquelle, en Europe, la défense de la France pouvait être assurée par des moyens classiques. Opinion absurde compte tenu de la disproportion des forces que nous connaissons. De plus, on voit mal l'U.R.S.S., par exemple, abandonner l'état de non-guerre dont elle tire si admirablement parti, franchir le pas gigantesque du recours à la force avec l'idée de perdre. Elle mettrait tout le prix nécessaire à la victoire — elle a les moyens de le faire — et elle l'emporterait s'il y avait, comme on dit, bataille. Je ne vois pas comment les éléments classiques dont nous disposons pourraient mettre en échec, un instant, une telle agression. Il n'y aurait guère, dans ce cas, que la perspective de pouvoir matérialiser une « quantité » de mal insupportable, grâce à l'arme nucléaire, qui puisse imposer le non-recours à la force.

Royaliste : Ne faut-il pas un minimum de forces classiques pour nous permettre d'intervenir éventuellement hors d'Europe ?

Général Gallois : Pas seulement pour cela, nous allons le voir dans un instant. Mais l'armement nucléaire, lui-même, nécessite d'être toujours en complète sécurité. De son immunité tout dépend. Et quand on est un pays qui, comme la France, ne pratique qu'une politique strictement défensive, il importe que les armes sur lesquelles elle fonde l'inviolabilité de son territoire et, en somme, avec lesquelles elle entend écarter toute menace armée de son sol, il importe que ces armes « survivent » à toutes formes d'agressions, fussent-elles déclenchées avec le bénéfice de la surprise. Pour cela, mobilité, sécurité, enfouissement profond, très large dispersion sont nécessaires. Mais aussi, il faut que des forces classiques montent la garde, protégeant l'arme nationale décisive, et qu'en cas de menace, elles donnent l'alerte.

En Europe, il est aussi nécessaire de garder la frontière,

d'y matérialiser une « vitrine » dont la destruction justifierait le recours à la plus terrible des réactions et qui, de toute manière, par le seul fait qu'elle existe, obligerait l'agresseur à manifester la force contre nous.

Hors d'Europe, l'utilisation de la force des armes est devenue, pour un pays moyen, chose délicate. Partout se sont instaurées des souverainetés nationales, d'ailleurs d'autant plus susceptibles et plus vigilantes qu'elles sont plus récentes et souvent encore mal assurées. Ce serait un archaïsme que de voir le monde comme offrant encore des espaces vides où user de la force des armes à notre profit. Cette image a fait son temps. Ni les Etats ainsi visés, directement ou indirectement, ni les grandes puissances qui se sont attribué des zones d'influence (et qui peuvent s'entendre aisément : se rappeler Suez en 1956) ni même, à l'intérieur, l'opinion publique, toujours divisée, ne s'accommoderaient d'importantes expéditions armées conduites à l'extérieur. Même une offre humanitaire comme celle qui, à propos du Liban, avait été faite — maladroitement, de la Nouvelle-Orléans — avait déclenché toutes sortes d'oppositions. Aussi ne faut-il pas, dans ce domaine, nourrir trop d'ambitions et, par conséquent, rassembler des moyens que l'évolution du monde rend inutilisables.

On a dit aussi qu'il fallait déployer sur le territoire national d'importantes forces classiques pour donner aux Français un sentiment de sécurité. L'argument est spécieux. Puissance nucléaire, même modeste, la France s'est donné l'immunité. Et ce n'est pas le fait d'y déployer des unités classiques relativement nombreuses qui donnera d'elle une image plus redoutable. Quant à la levée en masse, la dissuasion populaire, comme

on dit, c'est un autre archaïsme, une manifestation de la phraséologie du passé.

Si la France s'en remettait encore à une formule d'un autre temps — et qui a d'ailleurs fait systématiquement faillite, en France et ailleurs — il suffirait que l'adversaire prenne en otage une seule ville française et menace de la « vitrifier » si la soi-disant mobilisation populaire ne déposait pas les armes. Et il ne lui resterait plus qu'à obéir. Les Français devraient alors accepter l'invasion et l'occupation. La mobilisation populaire n'a jamais dissuadé personne. La Yougoslavie — qui n'avait pas d'autre recours — a été occupée et n'a dû sa liberté qu'à la victoire des forces alliées, le peuple du Vietnam a subi de longues souffrances, durant des décennies. Les armes modernes permettent d'ouvrir aux Français de toutes autres perspectives que celles-là.

Royaliste : ... Ces armes sont les seules capables de donner à la France la stature d'un grand pays ...

Général Gallois : Dans le contexte actuel, bien sûr. Je ne crois pas à l'Europe et, en réalité, pour mon pays, je la redoute. Mais ceux qui, depuis si longtemps, en ont fait leur objectif devraient enfin comprendre que si la France s'associait plus étroitement encore avec ses voisins tout en maintenant un armement nucléaire substantiel, elle aurait là un avantage considérable puisqu'elle serait capable de pourvoir à la défense et à la sécurité du nouveau système politique ainsi mis sur pied. Elle seule serait capable, alors, de faire progressivement comprendre à ses partenaires que cette défense et que cette sécurité peuvent provenir de l'Europe elle-même — en l'occurrence la France — et qu'il n'est plus nécessaire de les quémander à l'extérieur, avec les servitudes qu'implique une pareille attitude. En revanche, il serait vain, en matière d'armements classiques, de vouloir rivaliser avec des pays plus peuplés que nous et, comme l'Allemagne, disposant d'une puissante industrie lourde. Il serait vain et puéril de le faire alors que nous avons la chance d'être les seuls, sur le continent, à maîtriser les armes aujourd'hui décisives et à pouvoir le faire en toute liberté.

Royaliste : La mise sur pied et l'entretien d'une force de dissuasion n'a-t-elle pas d'importantes retombées technologiques et techniques ?

Général Gallois : Bien sûr. Et des « retombées » plus intéressantes pour le pays que l'armement d'une armée d'effectifs faisant appel seulement à des techniques que bien des pays savent maîtriser.

Royaliste : La politique militaire du pouvoir aboutit-elle à un recul des investissements d'études et de recherches ?

Général Gallois : Oui, dans une certaine mesure. La part du personnel a dû être considérablement augmentée, et il a fallu la prendre sur celle des matériels et des investissements scientifiques et techniques. En outre, l'annulation du 6^e sous-marin lance-engins, l'abandon de la 3^e unité de tir du plateau d'Albion, et des unités suivantes, la réduction du nombre des « Pluton » ont marqué l'arrêt du développement numérique de la force de dissuasion, à laquelle d'ailleurs, le pays ne consacre plus que 13% de son budget militaire. Si on s'était arrêté à un minimum des six sous-marins nucléaires lance-missiles, c'était pour en avoir au moins deux — en permanence — capables de monter la garde en mer, les autres étant en révision ou en refonte. Renoncer au sixième sous-marin, c'est plus ou moins, se contenter d'un seul sous-marin en opération et, par conséquent, rendre moins difficile son éventuelle destruction. En couler deux simultanément ne serait pas aisé. S'il n'en existe plus qu'un en patrouille, si difficile qu'il soit de s'en prendre à lui, la besogne de l'adversaire n'en est pas moins simplifiée. En revanche, nous gardons, sous les armes, plus de 600 000 hommes, c'est-à-dire davantage que des pays plus peuplés que nous telles que l'Allemagne, la Grande-Bretagne (350 000 hommes) et naturellement l'Italie.

Or ce qui est inquiétant, ce sont les progrès constants des techniques d'armement de pointe. Se tenir à jour, exige un effort constant et sans doute accru. En la matière, nous lâchons la bride. Ainsi risquons-nous de réunir les conditions pour qu'un jour, un futur gouvernement plus attentif aux voix de l'étranger se serve du prétexte du « vieillissement » pour renoncer tout à fait à la force de dissuasion. Alors, à nouveau, il nous faudra nous en remettre à d'autres pour veiller à notre défense. L'histoire nous renseigne ce qu'il nous coûte de nous comporter ainsi.

Propos recueillis par
Arnaud FABRE



lire

Bertrand Boulin
Jean-Michel Desjeunes
Philippe Alfonsi

La charte des enfants

Stock 2

Au débouché d'un couloir, dans la station du métro Châtelet, j'aperçois le jeune frère d'un camarade de travail. Entre nous, cinq ou six policiers procèdent à des contrôles d'identité. Le jeune homme, seize ans, tenue classique du lycéen — cheveux longs, veste de treillis militaire, blue-jean — présente ses papiers. En un an, on change vite par rapport à une photo : il a droit à une fouille approfondie. Le policier va même jusqu'à renifler son paquet de tabac et demande finement : « Vous vous droguez ». Tout autour, des adultes passent sans être inquiétés. Seuls les « basanés » et les jeunes sont filtrés.

Bêtise phénoménale d'un policier ? De la police ? du Ministre de l'intérieur ? Il faut lire « La Charte des enfants » pour mieux comprendre que cette attitude extrêmement brutale vis à vis des jeunes est le fait de toute notre société. En collaboration avec l'animateur de radio Jean-Michel Desjeune, Bertrand Boulin qui est éducateur a pu, en effet, recueillir sur les ondes d'Europe 1 les témoignages d'innombrables enfants, depuis septembre 1976. Des témoignages exemplaires réunis dans la première partie du livre, il ressort que les enfants sont incroyablement soumis à l'autorité absolue de leurs parents, professeurs, juges, pour le meilleur mais aussi parfois pour le pire. Or, il faut bien constater que, par exemple, l'urbanisation frénétique ne met pas, trop souvent les parents dans de bonnes

conditions pour exercer leur autorité. Les parents brutaux, alcooliques, divorcés gâchent la jeunesse de leurs enfants, exutoires de toutes leurs insatisfactions. Cela, Bertrand Boulin ne le supporte pas car il a vu personnellement mourir cent huit enfants de moins de dix-sept ans : « Catherine, la petite espiègle qui un beau jour s'est jetée par la fenêtre » sans raison, dit sa mère ; Denis, au cœur lourd, qui s'est précipité sous le métro avant d'aller à l'école...

Comment tolérer que les enfants doivent attendre dix-huit ans pour avoir le droit de choisir, d'aimer, d'être heureux ? Parents, partis politiques, publicistes, tous ont leur part de responsabilité dans ce scandale qui

consiste à ne pas considérer les enfants comme des êtres à part entière. Il faudrait donc une charte des enfants qui garantisse leurs droits fondamentaux. Certaines revendications réunies dans la deuxième partie du livre ne feront pas plaisir à tout le monde et paraîtront parfois bien « réactionnaires ».

Ainsi la suppression des crèches (« difficile de faire mieux en matière de bêtise, d'injustice et d'égoïsme » que le développement de cette institution.). Cette suppression irait dans le sens d'un recentrage de la famille autour de l'enfant. Tout comme une prudence inaccoutumée à l'égard des maternelles ou du développement du sport. Mais les plus importantes et les plus

explosives sont toutes les mesures qui prônent la participation des enfants à la vie de leur famille et de la cité en général.

Une action qui, au dire des auteurs, devrait s'étendre sur vingt-cinq ans « et non comme c'est trop souvent le cas sur quelques mois, sans tenir compte d'une politique à longue échéance ». Mais même avec l'appui d'Europe 1 on ne voit pas comment la sagesse pourrait ainsi être imposée à tous les partis français en même temps. Cela ne doit pas nous empêcher de soutenir une initiative qui a déjà fait progresser beaucoup de choses.

Paul CHAZARD

« La Charte des Enfants » — en vente au service librairie — 34 F franco.

BLUM VU PAR LA COUTURE

Le livre panégyrique de Jean La Couture est un pavé de 596 pages. Et un pavé de l'ours pour Léon Blum.

Le chef du premier gouvernement du Front Populaire a fait figure en son temps de symbole. Symbole du mal absolu pour les uns et occasion pour l'extrême-droite de cultiver ses fantasmes : c'est ainsi qu'elle se distingua — une fois de plus — en le couvrant de basses injures antisémites. Symbole des lendemains qui chantent, du pain de la paix et de la liberté pour les millions de Français qui virent — l'espace d'un printemps — l'aurore des temps nouveaux dans la vague de fond de 1936.

Après la lecture de l'ouvrage de Jean La Couture, on a la nette impression que Léon Blum ne méritait ni cet excès d'indignité ni cet excès d'honneur.

Juriste pointilleux, soucieux de ne pas transgresser la légalité, il n'a jamais songé à dépasser les limites du contrat passé avec les radicaux et qui était loin de faire du Front Populaire un mouvement de subversion de la société. Et à distance, on ne revêt pas sans effarement les grotesques accusations du procès de Riom :

Léon Blum en mettant en œuvre la loi des quarante heures aurait parait-il contribué à démoraliser la nation en incitant les ouvriers à la paresse !

En revanche les qualités de leader politique et d'homme d'État de Blum sont plus que sujettes à caution. Blum avait davantage, en effet, le souci de séduire en émouvant — et en jouant un peu trop souvent d'une sensiblerie quasiment féminine — que de convaincre pour commander. Ce qui explique que cette « conscience » de la S.F.I.O. maintenue après la scission de 1920 ne fut jamais le maître de l'appareil de son parti.

Cette faiblesse de la personnalité de Blum s'avéra désastreuse lorsque celui-ci eut à exercer le pouvoir. Un pouvoir dont il ne voulait pas malgré ses célèbres dénégations : « je ne pense pas : éloignez de moi ce calice » s'écria-t-il en 1936, ce qui était une façon d'avouer à son corps défendant ses véritables états d'âme. Et de fait il fut de 1929 à 1933 l'adversaire

le plus déterminé de toute participation de la S.F.I.O. aux différents gouvernements avant de consentir à de subtils distinguos sur la nécessité d'occuper le pouvoir pour neutraliser l'appareil de l'État bourgeois. De même il ne craignit pas d'avouer après la victoire électorale, publiquement ses doutes quant à ses qualités d'homme de gouvernement. On comprend mieux dans ces conditions pourquoi il fut incapable de se maintenir plus d'un an au pouvoir, il est vrai dans le cadre d'une république parlementaire vouée à l'instabilité.

L'indécision de cet humaniste moite devint quasiment criminelle en matière de politique extérieure. On le vit dans l'affaire d'Espagne, Blum par idéologie fut hostile dès le début de la guerre civile à Franco. Mais pour ne pas chagriner les Anglais, il consentit à la non intervention... avant de la violer subrepticement et particulièrement pour ne pas désoler ses amis les républicains espagnols. Une prise de position hostile à Franco pouvait s'appuyer sur un argument : évitons qu'une dictature amie de l'Axe ne s'installe à Madrid. A l'inverse, une stricte neutralité désireuse de réserver l'avenir pouvait, d'un point de vue français, se concevoir. L'attitude qui consistait à laisser tomber la république espagnole tout en abreuvant d'insultes Franco était, elle, proprement aberrante. Tel était, le médiocre esthète que François Mitterrand cite à l'envie comme un de ses maîtres !

Paul MAISONBLANCHE

Jean La Couture — Léon Blum (le Seuil) en vente au service librairie — franco 64 F.

Notre service librairie est à la disposition des lecteurs de Royaliste pour leur faire parvenir le nouveau livre du Général Gallois : Le renoncement (franco 44 F).

A cette occasion ils pourront également se procurer les ouvrages précédents du Général Gallois :

- La grande berne — franco 56 F.
- L'adieu aux armées — franco 53 F.
- L'Europe change de maître — franco 29 F.
- La stratégie de l'âge nucléaire — franco 13 F.

Commandes à adresser au journal accompagnées de leur règlement à l'ordre de ROYALISTE, 17, rue des Petits Champs, 75001 Paris, C.C.P. Paris 18 104 06 N.

débat

contre l'économie du diable

Avec ce numéro de « Royaliste » reprend le débat sur la croissance que nous avons lancé avant les vacances (1). Philippe d'Aymeries qui n'a guère apprécié les plaidoyers polémiquement « zégistes » parus alors nous donne son point de vue.

Cinq ans après le rapport Mansholt, les extrapolations du M.I.T. (2) ou du Club de Rome, le débat sur la croissance économique reste ouvert. Aucune réponse satisfaisante ne s'est imposée dans les sociétés industrialisées, aucune tendance nouvelle n'a vu le jour, aucune politique n'a véritablement fait face aux interrogations anxieuses sinon toujours cohérentes ou fondées. Mais dans le même temps, la crise du pétrole a touché un point névralgique du fonctionnement de l'économie occidentale, les désordres monétaires, la hausse du coût des matières premières, la concurrence internationale accrue, ont précipité une crise économique révélatrice de déséquilibres profonds, et de la fragilité d'un développement encore inachevé.

Ainsi, l'inflation et le chômage, combinant leurs effets néfastes, donnent aujourd'hui une tout autre dimension à un débat fondamental qu'il importe d'appréhender avec un œil neuf.

VERS UN NÉO-PÉTAINISME ?

Il est surprenant de constater combien de vieux arguments millénaristes ont encore cours. L'industrialisation sauvage et parfois inhumaine d'une société traditionnelle au profit de valeurs purement quantitatives, le règne de l'argent au détriment du respect de l'homme peuvent en première analyse déclencher une critique violente, radicale. Mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt, même s'il prend parfois des dimensions dantesques. L'utopie rousseauiste d'une « croissance zéro » néglige les insatisfactions matérielles flagrantes que laisse subsister une société productiviste. Le rêve écologique se rapproche trop d'un douteux « retour-à-la-terre-qui-ne-ment-

pas » pour ne pas évoquer irrésistiblement le même climat de démission, d'auto-punition masochiste qui sous-tendait le discours ambigu du pétainisme chevrotant. L'appel rituel aux « technologies douces » vouées à supplanter une technique mal dominée recouvre une paresse d'analyse qui fait préférer la fuite en avant vers d'hypothétiques lendemains qui chantent à la dure réalité d'un défi à notre mesure.

La vraie question est de donner un sens au développement économique, une destinée au travail de l'homme et non de trancher, du fond de son confort de petit bourgeois repu des fruits de la croissance, en faveur d'un arrêt de cette croissance et d'une société de loisirs dispensatrice de bonheur quotidien, d'harmonie urbaine et de satisfaction purement intellectuelles.

Stupidité de croire que la vie peut se scinder en deux parties : un temps de travail pénible et sans but, un temps de loisirs où l'homme s'accomplit dans toutes ses dimensions. Serait-il nécessaire de conseiller aux quelques rédacteurs qui se sont essayés à évoquer le problème de la croissance dans un débat pré-estival, de relire Claude Bruaire et sa Raison politique (3), d'approfondir au ligne à ligne les pages consacrées au travail ?

DEVELOPPER LA RESSOURCE HUMAINE...

Pour introduire un peu de sérieux et de bon sens dans ce débat faut-il réécrire que le problème du développement économique est peut-être d'abord un problème politique ? C'est une volonté politique, extérieure aux puissances économiques, qui fondant sa légitimité sur une exi-

gence de justice et de liberté, peut seule leur imposer de donner un autre sens à la croissance nécessaire.

Car elle est nécessaire la croissance économique, c'est-à-dire l'augmentation du volume de biens et de service mis à la disposition de la communauté. Elle est nécessaire pour préserver notre indépendance économique et partant politique. Elle est nécessaire pour faire disparaître les misères criantes qui peuplent notre société. Elle est nécessaire pour permettre à chaque homme de trouver l'emploi auquel il aspire, le travail qui lui permette de s'accomplir, les loisirs qu'il goûtera alors avec plus de plénitude.

Mais pas n'importe quel travail. Un travail responsable et non plus décérébré. Un travail solidaire et non plus émietté. Un travail participatif enfin qui implique l'homme de plus en plus totalement dans sa dimension de producteur. Participation, voilà un mot, une idée, un espoir bien absent des colonnes de Royaliste juste dix ans après les ordonnances d'août 1967. Oui, participation reste le maître-mot et peut-être la seule voie offerte aujourd'hui pour sortir d'une crise qui va au devant des souhaits des écologistes, des adeptes de la « croissance zéro » comme — dans une conjonction point trop surprenante — de la caste giscardienne.

Le développement économique s'appuyant sur un meilleur emploi de la ressource humaine, pour reprendre le mot du Professeur François Perroux, se débarrassant des nuisances idéologiques, des mensonges et des fausses vérités dénoncées avec vigueur par Alfred Sauvy (4) devra rejeter cette Economie du diable mélange d'idées reçues, de volonté passiste, d'immobilisme apeuré.

Il suppose d'abord et avant tout, il faut le répéter, une totale indépendance du politique et de l'économique. L'impulsion, l'intervention du pouvoir pourra alors plus aisément faire prendre en compte l'aspiration de justice honteusement récupérée par une gauche bureaucratique engluée dans des débats d'un autre âge et l'aspiration de liberté colonisée et défigurée par une droite peureuse, prête à toutes les lâchetés pour préserver ses privilèges financiers.

Voilà sans doute le débat sur la croissance économique établi sur des bases plus solides. La prospective devient alors plus aisée. Les solutions pourront être tranchantes. C'est une révolution sociale qui s'avère nécessaire pour que la poignée d'entreprises qui, en France, instituent l'homme comme finalité de leur action ne soit plus une originalité mais devienne multitude. C'est une révolution économique qui s'impose pour que la décentralisation industrielle prenne véritablement corps et redonne vie au désert français. C'est une révolution financière qu'exigent les injustices multiples formant comme un abcès purulent sur la face blafarde d'une société moribonde. Moribonde pour avoir trop abusé des drogues dures du genre recherche du profit pour le profit, égoïsme social, consommation effrénée et sans but...

Mais avant tout une révolution politique s'impose.

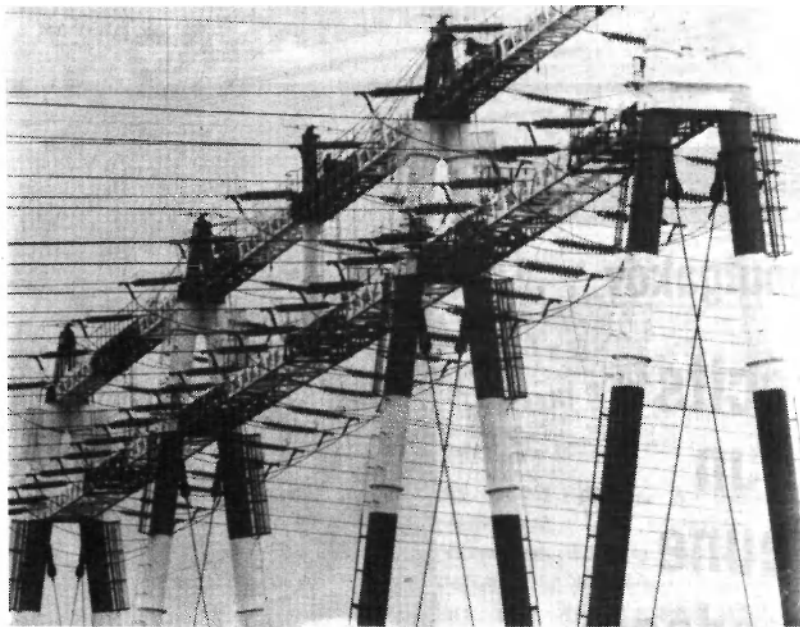
Philippe d'AYMERIES

(1) Voir « Royaliste » n° 248, 249, 250 et 251 des mois de mai et juin derniers.

(2) M.I.T. : Massachusetts Institute of Technology.

(3) Claude Bruaire — « La raison politique ». En vente au service librairie : envoi franco 48 F.

(4) Alfred Sauvy — « L'économie du diable ». En vente au service librairie : envoi franco 21 F.



lettres

boulgakov

récits d'un jeune médecin



Non pas un reportage « médico-social » sur une expérience de surcroît singulière et exemplaire mais une œuvre littéraire. Et belle.

Six courts Récits, prenants, contraignant à une lecture d'un seul trait, non pas un reportage « médico-social » sur une expérience de surcroît singulière et exemplaire, mais une œuvre littéraire, et belle, si l'on a du goût pour la littérature amoureuse de son art ; et dans la lignée de Gogol, de cette nouvelle intitulée *Le Nez*. Une œuvre qui annonce les *Diableries* ; quoique le diable n'y paraisse pas en personne, mais plutôt le malheur et la malchance, avec moins d'esbrouffe et d'élégance dans l'horreur, sans chasser l'ordinaire tendresse, la commune et simple amitié.

Boulgakov est un écrivain du surnaturel, déjà dans ces Récits, mais non à la lettre. L'écrivain, singulièrement l'écrivain russe, est ce drôle de corps, corps déchiré et sautillant, dont les membres s'évadent afin de commettre quelques scandales, corps fracturé et âme séparée d'elle-même, et dans cet écart se rue le monde agité de monstrueuses métamorphoses, dont chaque mouvement retarde la réconciliation, la revenue de l'âme en elle-même. Le monde est un horrible cauchemar, dont il est impossible de s'éveiller, sans que la conscience jamais ne s'en persuade, s'efforçant lamentablement et avec une bonne volonté pitoyable d'y vivre en paix.

Chacun de ces Récits est un tel cauchemar, et un effort magnifique pour guérir la réalité malade ; le centre de la perception ne cesse pas d'être l'écrivain ouvert, dans lequel s'engouffre la tragi-comédie. C'est le salut qui est en cause, le salut et la paix,

seuls les saints ne sont pas vaincus. « Comment sauver ? Comment comprendre ce mot sublime ? Au fond j'agis au petit bonheur, je ne sais rien. » (P.81)

Comme la dialectique chez Platon, la littérature pour Boulgakov est un dialogue de l'âme avec elle-même, une guérison, et par analogie le tissage du « voile de salvation ».

Aussi parce que la Russie n'est pas apathique, ne ressemble pas à l'Europe, ce triste couloir des tièdes décrit par Dante. C'est pourquoi sa littérature — et particulièrement sa poésie — est si vivante et populaire.

Boulgakov ne put jamais guérir en ce monde, ni trouver la paix (elles lui furent promises par la rencontre et la fidélité de son épouse) ; et aujourd'hui sa voix nous parvient depuis cette maison paisible, reçue pour l'éternité en partage et mariage avec l'amie, au cœur de la paix, voix vouée à l'oraison, accompagnée des Chants de l'amie.

Ghislain SARTORIS

Mikhaïl Boulgakov — « Récits d'un jeune médecin » — franco 31 F.

Le service librairie peut également fournir les autres ouvrages de Boulgakov publiés en français :

— « Cœur de chien » — franco 11 F.
— « Roman de M. de Molière » — franco 13 F.

— « La garde blanche » — franco 11 F.

— « Le maître et Marguerite » — franco 14 F.

— « Le roman théâtral » — franco 18 F.

— « Théâtre » — 3 volumes parus, deux seulement sont disponibles — franco 51 F.

— « Diableries/Les œufs fatidiques » — épuisé.

la bonne humeur

âme de mon pays

La France vivra quand reflurira une parole, disait à peu près Jean-Paul Dollé dans son dernier livre. Redevenons-nous barrésiens ? Moi-même qui dans la sottise de mes vingt ans avait juré de ne jamais l'être, me voilà repris par la magie du réenracinement. De nouveau, la musique de mon pays chante en moi... Ce n'est d'ailleurs pas ma bizarrerie. Tout autour de moi je recueille le même écho. Et très loin ailleurs...

On savait les liens profonds, qui n'ont jamais cessé en dépit des ruses de l'histoire, entre Aragon et l'auteur de *la colline inspirée*. Le parti de Maurice Thorez l'a toujours admis, au-delà de ses trahisons, et porteur des peines et des espoirs d'une part essentielle de notre peuple, a toujours laissé place à quelques accents de fierté historique et de piété pour les pères. C'est sans doute l'origine de ces pages de l'organe central du parti communiste français où numéro après numéro les écrivains de ce pays font retour aux racines de leurs provinces. Ainsi le chant natal est ininterrompu.

Heureux lecteurs de *l'humanité*, qui dans les matins profonds, tandis que sifflent les sifflets des usines au cœur des banlieues grises, peuvent lire *le pays*, rêver aux verts bocages, aux sommets neigeux, aux terres ocres, à la fête automnale de nos forêts. Opium ? non, ouverture à un espoir, appel de la beauté qui sauvera le monde.

Quand-même tu exagères ! Eh bien lis *l'humanité*, tu verras, je te recommande le numéro du 10 octobre, avec l'article d'Henry Bonnier, *la lumière des siècles*. Tu m'en diras des nouvelles.

Que dis-tu de cela :

Comme beaucoup d'hommes de ma génération, je suis une victime de la politique. Pendant

de trop nombreuses années, elle m'a trompé en me faisant confondre passé et histoire. On perdrait son âme à moins. Si je n'ai pas perdu mon âme, je me suis laissé mutiler jusqu'à ce que le romancier naisse en moi et me restitue, roman après roman, un passé qui n'était ni composé ni décomposé. Et j'ai compris que le passé d'une terre, d'un paysage, d'un visage composait le cœur battant de l'histoire.

Pas mal ? Mais ce n'est pas fini. Pour Henri Bonnier la Provence redevient lumière et une rumeur se lève.

Grands dieux, est-ce possible ? Il me semble reconnaître des visages parmi ces hommes et ces femmes qui s'avancent vers moi : est-ce Pétrarque que j'aperçois en tête du cortège ? Est-ce Michel de Nostre-Dame ou Belsunce qui se tient à ses côtés ? Et ce vieil homme aux oreilles immenses, est-ce Maurras le sourd ? Et celui-là qui ressemble à Mistral, accompagne-t-il Mireille ou Flamenca ?

Mais la rumeur se précise :

Parmi les buis et les oliviers, les jours de grand mistral, on peut entendre Pétrarque appeler Laure. Michel-de-Nostre-Dame est prophète en ce qu'il est poète. Belsunce, en se couvrant de cendres et en remontant Marseille pieds nus, dit et affirme la haute et éternelle dignité de l'homme souffrant et compatissant. Maurras n'était pas sourd, puisqu'il a entendu les dieux lui parler entre les colonnes de l'Acropole.

Et nous, nous entendons une musique nouvelle où la France peut revivre au-delà de ses luttes civiles, dans le dialogue de ses grandes voix avec l'âme de leur pays — Mais dites : est-ce bien un rêve ?

Michel DOHIS

la n.a.f. en mouvement

un souci constant

Régulièrement, plusieurs fois par an, nous établissons un bilan chiffré nous permettant de faire le point de notre progression et de la diffusion du journal. A chaque fois aussi, en examinant le nombre de nouveaux abonnés nous regrettons de n'avoir pas les moyens financiers qui nous permettraient de lancer — comme tant d'autres journaux — une campagne commerciale publicitaire destinée à faire connaître Royaliste à tout un public potentiel qui existe mais ne nous connaît pas encore.

Et bien, il faut en prendre notre parti, ces moyens financiers importants nous ne les aurons jamais, puisque nous voulons garder notre indépendance et que nous ne sommes pas disposés à nous laisser acheter. Aussi pour assurer la promotion de Royaliste nous ne pouvons compter que sur le dynamisme de nos propres lecteurs. C'est en effet de vous et de personne d'autre que dépendent le progrès ou la stagnation de notre entreprise.

Pour vous aider à faire connaître Royaliste nous avons établi trois types d'abonnements spéciaux :

— abonnement de propagande : pour la somme de 15 F nous envoyons le journal pendant deux mois aux personnes de votre choix.

— abonnement-paquet : vous permet de recevoir un certain nombre d'exemplaires de Royaliste à chaque parution. Le tarif a été établi pour six parutions (soit environ deux mois et demi) :

5 ex. : 55 F — 10 ex. : 108 F — 15 ex. : 157 F — 20 ex. : 204 F.

— abonnement invendus : vous permet de recevoir tous les quinze jours une certaine quantité de Royaliste de la quinzaine précédente. Nous ne faisons payer que les frais de port soit pour un an : 5 ex. : 20 F — 10 ex. : 26 F — 15 ex. : 40 F — 20 ex. : 46 F — 25 ex. : 60 F.

Si tous les lecteurs qui nous manifestent de l'intérêt et souhaitent sincèrement voir progresser leur journal utilisaient l'une ou l'autre de ces formules un progrès important serait accompli. Répétons le, une fois de plus : « sans vous nous ne pouvons rien et ne sommes rien ».

Alors j'attends vos réponses.

Yvan AUMONT

P.S. Je remercie tout particulièrement les nafistes qui n'ont pas oublié ces derniers mois de verser à notre souscription. Grâce à eux, la période des vacances, toujours critique sur le plan financier, a pu être traversée. Notre souscription continue, envoyez vos dons à Royaliste, C.C.P. Paris 18 104 06 N.

notez le :

23 octobre — Session de la région parisienne ouverte aux militants et adhérents de la N.A.F. ainsi qu'aux lecteurs de Royaliste désireux d'approfondir leur engagement politique ou leur connaissance de la N.A.F. — De 10 h à 18 h 30 dans nos locaux — s'inscrire en téléphonant au 742-21-93.

26 octobre — 20 h 30 dans nos locaux — « Le P.C. vu de l'intérieur » — Un témoin parle : Roger Pannequin, ancien membre

du Comité Central du Parti Communiste est l'invité des « mercredis de la N.A.F. ».

28 octobre — 17 h sur France-Inter — Radioscopie de Philippe de Saint-Robert par Jacques Chancel.

5 novembre — Session des jeunes de la Région Parisienne — renseignements en téléphonant au journal.

9 novembre — 20 h 30 dans nos locaux — « Journal télévisé » de l'équipe audio-visuelle avec débat dans le cadre des « mercredis de la N.A.F. ».

service librairie

extraits du catalogue des nouveautés :

- Notre génération communiste — Philippe Robrieux — franco 43 F.
- L'odeur de la France — Jean-Paul Dollé — franco 34 F.
- Le carnaval de l'histoire — Léonide Pliouchtch — franco 64 F.
- Les fusils de l'I.R.A. — Michel Cazenave — franco 46 F.
- Père et fils — Gérard Guégan — franco 52 F.
- Le rouge et le blanc — Pierre Andreu — franco 48 F.
- Complot contre la démocratie — J.F. Kahn — franco 36 F.
- Les 180 jours de Mitterrand — Ph. de Commines — franco 42 F.
- Histoire du Parti Communiste — Jacques Fauvet — franco 70 F.
- Les carnets secrets de la Cagoule — Bernadac — franco 63 F.
- Chirac ou la fringale du pouvoir H. Deligny — franco 46 F.

Commandes à adresser au journal accompagnées de leur règlement à l'ordre de ROYALISTE C.C.P. Paris 18 104 06 N.

bulletin d'abonnement

Les abonnés reçoivent en supplément, « La lettre royaliste », publication bi-mensuelle qui leur est spécialement destinée et qui paraît en alternance avec le journal.

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (50 F), un an (90 F), de soutien (150 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des des Petits-Champs, 75001 Paris — C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

éditorial



par
bertrand
renouvin

ruptures

Complicés incertains, éphémères, les sondages se succèdent, cherchant à dessiner le paysage politique français après l'échec des négociations de la gauche. Rien de bien neuf en vérité, si ce n'est que la balance électorale penche aujourd'hui du côté de la droite : M. Giscard d'Estaing l'emporterait sur M. Mitterrand en cas d'élections présidentielles avec un résultat analogue à celui de 1974. Le Président de la République n'excellerait-il que dans le silence et l'inaction ? La prévision est plus délicate pour les législatives, où la majorité subirait, dans les conditions actuelles, un échec.

LES FAUSSES ALTERNATIVES

En somme, les événements de septembre n'ont pas ébranlé les grandes masses électorales, et la victoire dépend toujours des 3 ou 4 % d'électeurs qui forment ce qu'on appelle le « marais » politique. La France demeure coupée en deux, continuant à vivre une guerre civile froide dont on ne voit pas la fin.

La droite contre la gauche. La gauche contre la droite. La politique française est-elle condamnée à cette fausse alternative ? La querelle du « Programme commun » a ruiné l'espoir de voir s'installer durablement un réformisme moderne (?) et paisible. Une modification du régime électoral, par l'introduction de la proportionnelle, détruirait la stabilité des institutions. Seul possibilité de « changement » : un renversement des alliances politiciennes, qui permettrait la constitution d'un gouvernement giscardo-socialiste. En d'autres termes, une bourgeoi-

sie fatiguée confierait une partie du pouvoir à une nouvelle bourgeoisie technocratique qui gérerait les affaires de la France dans la médiocrité et sous la protection américaine.

Ce serait dérisoire, puis très vite insupportable. Non seulement parce que l'État serait partagé entre les vieux possédants et les nouveaux privilégiés. Mais aussi parce que, excluant les nostalgiques d'un projet français et les partisans d'une plus grande justice sociale, l'État deviendrait, définitivement, le serviteur empressé de l'ordre capitaliste. L'ordre des groupes financiers et des sociétés multinationales. L'ordre qui consiste à renvoyer les travailleurs immigrés et à faire la chasse aux déviants de toutes sortes. Tout près de nous, la société allemande montre quel pourrait être notre avenir. Protégée par les États-Unis, gérée par un parti « socialiste » où M. Mitterrand ne compte que des amis, la République fédérale s'installe peu à peu dans un totalitarisme qui n'a pas besoin de camps de concentration, de militaires et du lourd arsenal de la propagande de masse. Il lui suffit, pour régner, de quelques prisons bien propres, de policiers efficaces, et surtout de la séduction qu'exerce la société industrielle, du confort qu'elle procure, du conformisme qu'elle répand.

LE TEMPS DES NOSTALGIES ?

Faut-il s'y résigner ? D'autres sondages, sur la jeunesse française cette fois, montrent que beaucoup acceptent de se couler dans le moule de la société industrielle. De fait, les universités sont calmes, et nous sommes en train d'oublier les grands mouvements de « ras le bol » qui surgissaient avec les printemps d'autrefois. Les lycéens, les étudiants, les jeunes employés de banque ne descendent plus dans la rue, les mouvements gauchistes végètent et aucune « Bande à Baader » ne vient troubler le sommeil des patrons français. Alors il faut se demander si mai 1968 n'a pas été une simple crise d'adaptation à la société industrielle, si le mouvement écologique ne se réduit pas au traditionnel phénomène de peur devant le progrès, si les mouvements féministes ou régionalistes n'expriment pas la quête désespérée d'une identité à jamais perdue — derniers sursauts avant que la société moderne n'impose définitivement ses valeurs.

C'est peut-être cela, l'histoire de nos dix dernières années : non pas l'annonce d'un monde nouveau et d'une vie changée, mais une réaction nostalgique face au grand choc du progrès. Non pas la promesse d'une révolution authentique, mais une classique crise d'ado-

lescence avant l'entrée dans le monde raisonnable des adultes. Le système peut bien tolérer ces petites révoltes, comme le fait une famille équilibrée. Mieux : il s'en nourrit et les digère en toute quiétude. Contrairement à ce qu'affirmaient les révolutionnaires du 19^e siècle, le temps ne joue-t-il pas pour lui ?

LIBÉRATION DU POUVOIR

Il se peut, en effet, que nous allions vers un « meilleur des mondes » libéral et avancé, ou vers le « socialisme » modèle 1984 dépeint par George Orwell. C'est même certain, si nous continuons à attribuer à la droite des vertus qu'elle n'a pas, ou à espérer en une gauche qui désire seulement gérer l'ordre capitaliste.

Mais la résistance est possible aussi, qui exige un refus total de la société actuelle une rupture définitive avec le système établi. Et la révolution ne sera plus un rêve ou un dogme, si elle sait être en même temps une révolution du pouvoir et une révolution contre le pouvoir. On criera au paradoxe. On dira que tout pouvoir porte en germe le totalitarisme révélé par les révolutions marxistes et fascistes du 20^e siècle. Mais l'absence de pouvoir annonce également le totalitarisme, parce qu'elle laisse libre cours à la volonté des plus forts et des plus riches. C'est pourquoi il ne s'agit pas de nier le pouvoir mais de le libérer. D'où l'échec du gauchisme, paralysant le pouvoir par accident, privilégiant des révoltes qui n'étaient que des coups d'épingles sur la carapace du « monstre froid », mais incapable de concevoir un véritable projet politique. D'où le danger du terrorisme, qui renforce l'appareil d'État et accélère l'évolution totalitaire de la société. L'argent coule, la machine tourne. Le temps presse. L'heure n'est plus aux révoltes partielles, aux contestations limitées, aux querelles byzantines. On ne pourra rien, on ne fera rien sans que le pouvoir soit préalablement libéré, sans qu'il retrouve son unité et sa légitimité. Alors il pourra y avoir rupture avec la bureaucratie et réduction de l'État à son minimum, rupture avec la centralisation et renaissance des autonomies régionales, rupture avec la logique totalitaire par la renaissance de communautés librement gérées, rupture avec l'impérialisme par la protection de la nation, rupture avec le monde de l'argent et l'avidité qu'il impose.

La révolution du pouvoir est la condition de ces ruptures. Sinon les historiens de l'avenir analyseront nos révoltes comme l'ultime sursaut de la dernière génération des hommes libres.

Bertrand RENOUVIN